

## CONVENTION DE PARTENARIAT RELATIVE A L'ENLEVEMENT DES VEHICULES

Entre :

**LA COMMUNE DE GRASSE**, identifiée sous le numéro SIREN 210 600 698 et représentée par son Maire en exercice, **Monsieur Jérôme VIAUD**, agissant au nom et pour le compte de ladite Commune en vertu de la délibération du Conseil Municipal n°2017-87 en date du 28 mars 2017,  
Adresse : Hôtel de Ville, Place du Petit Puy, BP12069, 06131 GRASSE CEDEX

D'une part,

**ET**

**La société ADOMA**

Adresse : Direction Territoriale des Alpes Maritimes et de la Corse, 5 rue Joseph Passeron 06300 NICE

Représentée par Madame Géraldine Fettig, Directrice Territoriale

D'autre part

Ci-après dénommées conjointement « les Parties »

### PRÉAMBULE

La société ADOMA doit faire face à la présence, au sein de ses résidences situées sur le territoire de la commune de Grasse, de véhicules tampons, souvent en voie d'épavisation, ou de véhicules épaves. Or, la présence de ce type de véhicules contribue au sentiment d'abandon et d'insécurité des habitants et est un facteur de risques (trafics, incendies...).

Dans ce cadre, la commune de Grasse et la société ADOMA se sont mis d'accord afin de mettre en place une procédure d'enlèvement des véhicules susmentionnés et de déterminer la prise en charge financière relative aux opérations de fourrière, dans le cadre de la délibération du Conseil Municipal n°2017-87 du 28 mars 2017 relative à la conclusion de conventions de partenariat avec les bailleurs sociaux relatives à l'enlèvement des véhicules.

C'est pourquoi il a été convenu d'établir la présente convention.

adresse : 1. Résidence sociale -ST Exupéry, 19 avenue Jean XXIII - 06130 Grasse

2. Résidence sociale - Chiris, 4 avenue Chiris - 06130 Grasse

## ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de définir les modalités de collaboration entre la commune de Grasse et la société ADOMA pour la mise en fourrière de véhicules, en stationnement abusif sur les voies privées ouvertes ou non à la circulation publique, desservant les ensembles immobiliers du bailleur social.

Ces ensembles immobiliers sont les suivants :

1. Résidence sociale -ST Exupéry, 19 avenue Jean XXIII - 06130 Grasse ;
2. Résidence sociale - Chiris, 4 avenue Chiris - 06130 Grasse.

La présente convention définit les engagements respectifs des parties dans la mise en œuvre de la procédure d'enlèvement et de mise en fourrière d'une part, ainsi que la prise en charge financière inhérente à ces opérations de fourrière d'autre part, comprenant l'hypothèse des propriétaires défaillants (inconnu, introuvable, insolvable).

## ARTICLE 2 : DEFINITIONS

### a) Détermination des véhicules hors d'usage ou en stationnement abusif

Les critères sont les suivants :

- **1<sup>er</sup> cas, le véhicule tampon** : Véhicule immatriculé qui ne bouge pas depuis plus de sept jours, et/ou qui a un défaut d'assurance, mais qui est identifiable.
- **2<sup>ème</sup> cas, le véhicule en voie d'épavisation** : véhicule qui n'est susceptible de réparation immédiate, mais qui est identifiable (présence de plaques d'immatriculation, de numéro de série ou de moteur)
- **3<sup>ème</sup> cas, le véhicule épave** : véhicule qui n'est plus en état de rouler, non identifiable, dont tout laisse à penser qu'il est abandonné (absence de plaques d'immatriculation, de roues, de portières, etc). Le véhicule épave (réduit à l'état de carcasse) est considéré comme un déchet au regard du Code de l'Environnement.

### b) Dispositions du Code de la Route

#### Stationnement abusif sur la voie publique : Article R417-12 :

« Il est interdit de laisser abusivement un véhicule en stationnement sur une route.

Est considéré comme abusif le stationnement ininterrompu d'un véhicule en un même point de la voie publique ou de ses dépendances, pendant une durée excédant sept jours ou pendant une durée inférieure mais excédant celle qui est fixée par arrêté de l'autorité investie du pouvoir de police.

Tout stationnement abusif est puni de l'amende prévue pour les contraventions de la deuxième classe.

Lorsque le conducteur ou le titulaire du certificat d'immatriculation est absent ou refuse, malgré l'injonction des agents, de faire cesser le stationnement abusif, l'immobilisation et la mise en fourrière peuvent être prescrites dans les conditions prévues aux [articles L. 325-1 à L. 325-3](#). »

#### Véhicules laissés sans droit sur le domaine privé du maître des lieux : Article L325-12 :

« Peuvent, à la demande du maître des lieux et sous sa responsabilité, être mis en fourrière, aliénés et éventuellement livrés à la destruction les véhicules laissés, sans droit, dans les lieux publics ou privés où ne s'applique pas le code de la route.

Un décret en Conseil d'Etat fixe les conditions d'application du présent article.

Peuvent également, même sans l'accord du propriétaire du véhicule, à la demande du maire ou de l'officier de police judiciaire territorialement compétent, agissant sur initiative et sous la responsabilité du maître des lieux publics ou privés où ne s'applique pas le présent code, être mis en fourrière et, le cas échéant, aliénés ou livrés à la destruction les véhicules privés d'éléments indispensables à leur utilisation normale et insusceptibles de réparation immédiate, à la suite de dégradations ou de vols. »

### ARTICLE 3 : PROCEDURE D'ENLEVEMENT

Sur demande d'ADOMA, la procédure suivante sera mise en œuvre :

#### A) Repérage – Signalement - Demande d'identification des véhicules

ADOMA réquisitionnera le Bureau Auto de la Police Municipale au moyen d'une fiche signalétique qui comportera les renseignements utiles suivants : marque du véhicule, état du véhicule, absence ou relevé du n° immatriculation, état de la vignette d'assurance, adresse précise accompagnée d'un plan de localisation, photos, observations diverses. A cette fiche de signalement sera joint un avis Recommandé avec Accusé Réception prépayé conformément à l'article R 325-49 du Code de la Route.

#### B) Enlèvement des véhicules tampons ou en voie d'épavisation

Pour tout véhicule contrevenant, et lorsque l'identité de son propriétaire est connue, ADOMA le mettra en demeure par courrier Recommandé avec Accusé de Réception, à venir retirer son véhicule dans un délai de 8 jours à réception.

- A défaut d'exécution par le propriétaire au terme des 8 jours, ADOMA sollicitera l'enlèvement du véhicule auprès du Bureau Auto de la Police Municipale au moyen d'une fiche signalétique à laquelle il joindra le justificatif de sa mise en demeure.
- Dans le l'hypothèse où l'identité et l'adresse du propriétaire s'avèreraient inconnues, ADOMA joindra à sa requête une demande d'identification. Après identification, le Service Auto adressera une mise en demeure, par lettre recommandée avec avis de réception, au propriétaire d'avoir à retirer son véhicule dans les 8 jours. Les frais de mise en demeure resteront à la charge de ADOMA. En cas d'inexécution par le propriétaire ou s'il n'a pu être identifié, le Chef de la Police Municipale ou le responsable occupant ces fonctions, prescrira la mise en fourrière.

#### C) Enlèvement des véhicules épaves

Après réquisition du Bureau Auto et lorsque l'état d'épave est dûment constaté par le Chef de la Police Municipale ou le Responsable occupant ces fonctions, ADOMA diligentera, après accord écrit des services de Police Municipale, la société titulaire de son marché aux fins d'enlèvement du véhicule épave, considéré comme un déchet, pour sa destruction. (ou le fourrieriste titulaire du marché Ville de Grasse si le bailleur n'en a pas)

### ARTICLE 4 : ENGAGEMENTS DES PARTIES ET PRISE EN CHARGE FINANCIERE

#### A) **La Commune de Grasse s'engage :**

- Après réquisition de la société ADOMA, à faire procéder par son Bureau Auto aux opérations d'identification et d'enlèvement du véhicule ;
- A faire bénéficier à ADOMA, en cas de propriétaire insolvable, introuvable ou inconnu, du tarif appliqué à la Commune obtenu dans le cadre de sa Délégation de Service Public avec le fourrieriste. Il s'agit d'un tarif forfaitaire qui comprend : les frais d'immobilisation et d'enlèvement, de gardiennage, d'expertise et de destruction du véhicule ;
- A établir un Etat Récapitulatif de ses frais, qu'après avoir tout mis en œuvre pour recouvrer les sommes auprès du contrevenant et/ou seulement que ses recherches d'identification du propriétaire du véhicule se sont avérées vaines.

#### B) **La société ADOMA s'engage :**

- A signaler régulièrement les véhicules tampons ou en voie d'épavisation ainsi que les véhicules épaves selon la procédure décrite à l'article 3 ci-dessus. Un tableau de suivi mensuel recensant les signalements et les opérations d'enlèvement sera adressé au Bureau Auto de la Police Municipale ;

- A régler à la Commune l'ensemble des frais postaux, qu'il s'agisse de propriétaire connu ou inconnu
- A régler à la Commune un montant forfaitaire par véhicule, dans l'hypothèse où son propriétaire s'avérerait insolvable, introuvable ou inconnu. Il s'agit du montant forfaitaire dont la Commune bénéficie dans le cadre de sa Délégation de Service Public avec le fourieriste. Ce montant forfaitaire sera réglé sur production d'un Etat Récapitulatif de Frais, établi par le Bureau Auto et après émission d'un titre de recette. A titre indicatif, le montant forfaitaire 2018 est de 192,49 € (frais d'enlèvement, de gardiennage et d'expertise et de destruction le cas échéant) ; conformément à la Délégation de Service Public du 28 février 2013 « Mise en fourrière des véhicules », modifiée par avenant adopté par délibération n° 2016-34 en date du 23 février 2016.

#### **ARTICLE 5 : DUREE**

La présente convention est conclue pour une durée de trois ans à compter de la signature des présentes. A son terme, elle pourra être reconduite de façon tacite.

#### **ARTICLE 6 : RESILIATION**

La présente convention pourra être résiliée par l'une ou l'autre des parties, qui devra en aviser l'autre par un courrier Recommandé avec Avis de Réception, au moins trois mois à l'avance.

#### **ARTICLE 7 : LITIGE**

En cas de difficultés dans l'interprétation ou l'exécution de la présente convention, les parties conviennent de rechercher préalablement un accord amiable. A défaut, le litige sera porté devant le Tribunal Administratif de Nice.

#### **ARTICLE 8**

Les signataires ou leurs représentants se réunissent à minima annuellement, ou à la demande de l'un d'entre eux, afin d'évaluer les actions entreprises dans le cadre de ses dispositions et en dresser le bilan.

#### **ARTICLE 9**

La présente convention entre en vigueur à compter de la signature et pour une période d'un an, tacitement renouvelable, sauf dénonciation par l'une ou l'autre des parties avec un préavis de trois mois.

## ANNEXES

Sont annexées à la présente convention les pièces suivantes :

- 01 : Liste des référents locaux et territoriaux ADOMA
- 02 : Liste des référents de la Police Municipale et de la commune de Grasse

Fait en deux exemplaires à GRASSE le, .....

**Pour la société ADOMA**

**Le Maire**

La Directrice de la Direction Territoriale  
des Alpes Maritimes et de la Corse,  
**Madame Géraldine Fettig**

**Jérôme VIAUD**  
Vice-président du Conseil départemental  
des Alpes-Maritimes  
Président de la Communauté d'Agglomération  
du Pays de Grasse

## Annexe n°1

### Liste des référents locaux et territoriaux ADOMA

- **Coordinatrice régionale Sûreté-sécurité (PACA et OCCITANIE) :**
  - Mme Ann'Estelle Ferey – [anne-estelle.ferey@adoma.cdc-habitat.fr](mailto:anne-estelle.ferey@adoma.cdc-habitat.fr) – 06 24 97 29 76
- **Directrice territoriale des Alpes Maritimes/Corse :**
  - Mme Géraldine Fettig – [geraldine.fettig@adoma.cdc-habitat.fr](mailto:geraldine.fettig@adoma.cdc-habitat.fr) 06 24 83 31 70
- **Directrice territoriale adjointe Secteur Ouest, Nicéa et Corse :**
  - Mme Michèle Cousin – [michele.cousin@adoma.cdc-habitat.fr](mailto:michele.cousin@adoma.cdc-habitat.fr) – 06 25 59 54 74
- **Responsable Maintenance territorial secteur Ouest, Nicéa :**
  - Jean-François ROUX – [jean-francois.roux@adoma.cdc-habitat.fr](mailto:jean-francois.roux@adoma.cdc-habitat.fr) – 07 63 62 99 60
- **Responsables de résidence des 2 résidences sociales de Grasse :**
  - Mme Sandrine Cœurderoy
    - [sandrine.coeurderoy@adoma.cdc-habitat.fr](mailto:sandrine.coeurderoy@adoma.cdc-habitat.fr) - 04 93 40 11 07
  - Mme Coralie Schaefer
    - [coralie.schaefer@adoma.cdc-habitat.fr](mailto:coralie.schaefer@adoma.cdc-habitat.fr) – 04 93 40 11 07

## Annexe n°2

### Liste des référents Commune de Grasse

- **Point d'entrée Police Municipale**

- Standard PM : 04.93.40.17.17
- Monsieur Hervé CHOSSON, Directeur de la Police Municipale de Grasse
- Monsieur François BORELLA, Chef de service Police Municipale, Adjoint au Directeur
- Monsieur Jean-Noël FUNEL, Chef de service adjoint Police Municipale, Responsable du BOE

- **Coordonnateur CLSPD**

- Madame Margaux RAVARY – [margaux.ravary@ville-grasse.fr](mailto:margaux.ravary@ville-grasse.fr) – 06.23.74.50.30 – 04.97.05.49.42